



LE VIVANT électronique

(N° 116 janvier-février 2009)

VIVANT-WALLONIE
Rue Hector Blondiau , 22
7070 Mignault (Belgique)
Tél. : 00 32 (0) 67 44 41 57
E-mail : info@vivant.org
Site : www.vivant.org

www.vivanteurope.org

Rédaction : Jean-Paul BRASSEUR
jpbrasseur@vivant.org 00 32 499 35.85.72

LE REVENU DE BASE AU SENEGAL



Dr Abdoulaye TAYE Président national de TGL
Enseignant à l'Université de Bambe
Président National de TGL
Tél : 77 413 14 49 ou 33 868 92 74
E-Mail : ndiayediatea03@yahoo.fr

Interview du Dr Abdoulaye TAYE Président national de TGL*,
Initiateur du Projet RBG-AMO
à la télévision de Canal Info

à propos du revenu de base généralisé
associé à une assurance maladie obligatoire
(RBG-AMO)

et qui passera:

- le jeudi 29.01.2009 à 20H30 et à 22h30,
- le vendredi 30.01.2009 à 12H30 et
- le samedi 31.01.2009 à 17H30.

Taper Canal Info sur Google

* Voir Tôt, Voir Grand, Voir Loin

Le RBG-AMO

Revenu de Base Généralisé associé à une Assurance Maladie Obligatoire

Le projet de revenu de base généralisé associé à une assurance maladie obligatoire (RBG-AMO) est un programme qui propose à l'Etat d'octroyer à chaque citoyen sénégalais un revenu minimum d'un montant de 20.000 F CFA par mois, défini comme un seuil de pauvreté.

Une cotisation de 3000 F CFA par mois sera versée par chaque citoyen dans une société d'assurance pour financer une assurance maladie généralisée et obligatoire.

Ces contributions solidaires effectuées par les 12 millions de sénégalais serviront à leur couverture sanitaire allant des frais de consultation à l'hospitalisation en passant par le traitement et par l'accès aux soins et aux médicaments presque gratuitement.

Le RBG-AMO repose sur des fondements économiques, sociaux, juridiques, philosophiques et éthiques. Enraciné dans les principes constitutionnels sénégalais et du droit universel, il contribue à la croissance économique et prévient les risques sociaux tels que la maladie, la pauvreté, la vieillesse, le chômage etc...

La société du « salaire contre performance » exclue toutes les activités humaines non rémunérées, mais d'égale importance sociale, de la dignité de travail.

Le revenu de base généralisé, par contre, repose sur une philosophie qui rétablit l'équité et la justice sociale, en réhabilitant et en revalorisant la notion de production sociale et d'utilité sociale, tout en reconnaissant l'impossibilité de quantifier une utilité sociale par un salaire ou un revenu de base.

Il prend en compte toutes les activités humaines utiles à la société. L'Etat est une Entreprise qui produit de la société et dont les actionnaires sont les citoyens qui doivent percevoir des dividendes. Notons, en passant, que l'idée d'un transfert direct* de revenus aux populations n'est pas nouvelle. Elle est même supportée par certains fonctionnaires des institutions de Bretton Woods pour améliorer l'efficacité de l'aide pour la lutte contre la pauvreté.

Le projet RBG-AMO est un concept fondé sur une dynamique sociale et économique **pour sortir le Sénégal (voire les pays africains) du sous-développement et de la pauvreté.**

Sa mise en œuvre s'appuie sur une approche conceptionnelle et perspectiviste qui utilise des concepts économiques, financiers et commerciaux opérationnels pour ouvrir aux jeunes, aux femmes en particulier et aux populations de manière générale des perspectives.

La mise en œuvre du projet s'opère dans un cadre de partenariat entre l'Etat, le secteur privé et les populations qui participeront désormais à hauteur de 10, 20, 50, 70 ou 100% aux programmes publics dans un environnement favorisé par une bonne politique de communication dont l'objectif est l'émergence d'une opinion citoyenne.

Les banques financent, les entreprises privées investissent dans la réalisation des programmes publics, les populations paient les services et l'Etat contrôle, accompagne, encadre et oriente. Suivant l'objectif stratégique du projet, le RBG devrait évoluer, après consolidation, en un revenu de transfert plus substantiel pour permettre aux populations de payer les services de santé, de formation et d'éducation, entre autres, offerts par les entreprises privées retenues dans le cadre du partenariat.

Le capital des entreprises sélectionnées pourrait être détenu à hauteur de 70% par les travailleurs en activité dans les secteurs concernés.

L'esprit de ce partenariat est fondé sur des principes de bonne gouvernance, d'efficacité économique et sociale et de gestion financière rigoureuse. Les questions liées à la faisabilité du projet relèvent moins de son financement que de l'évaluation de ses impacts sur la croissance économique et sur le comportement des sénégalais parallèlement au bénéfice social incontestable pour garantir le succès du programme. Les incidences de ce programme sur le progrès et le dynamisme économique, social et démocratique seront, à côté des valeurs humaines, morales et éthiques évidentes, discutées et justifiées à travers des propositions, thèses, hypothèses, analyses et interprétations dans des débats et interviews radio télévisés et dans des conférences publiques.

Le RBG-AMO est un instrument efficace **pour lutter contre la pauvreté** dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement. Il permet de réaliser **les objectifs du Millénaire** pour le développement (OMD) et du document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSRP).

Au-delà, il est aussi un concept de gestion et de bonne gouvernance pour développer l'activité économique et améliorer l'efficacité du financement des programmes sociaux de l'Etat.

La modernisation de la vie économique, politique, sociale, culturelle et le redressement éthique et moral de la société pourrait passer par ce projet.

L'expertise politique et économique de notre planète **a confiné et dessiné l'activité économique** dans un ordre qui a atteint les limites de son potentiel de développement humain.

Devant les échecs répétés et les cul-de-sac qui aboutissent à la récession économique, aux crises de toutes sortes, à l'exode rural, à l'émigration clandestine, à des inégalités issues d'un ordre technologique, commercial et économique international inégal, à l'exclusion de milliards d'individus de la production et de la consommation par un chômage incompressible, à l'appauvrissement des 3/5 de la population mondiale et à l'enrichissement d'une minorité de milliardaires, nous sommes bien à la croisée des chemins.

Faut-il donc renouveler la pensée, les méthodologies et les habitudes face à la fin des modèles socioéconomiques des politiciens et des économistes ?

TGL a osé penser autrement et audacieusement pour apporter de nouvelles approches et un nouveau ton au débat et à la démarche politiques.

Dr. Abdoulaye Taye

Enseignant à l'Université de Bambey

Président National de TGL

Tél : 77 413 14 4

PLAQUETTE RBG

UN CITOYEN, UN REVENU

CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Crise énergétique, crise alimentaire, hausse des prix des denrées alimentaires, crise agricole, crise rurale, pauvreté des masses rurales et urbaines, exode rural, émigration clandestine, crise politique, crise sociale, ordre technologique, commercial et économique international défavorable.

REVENU DE BASE GENERALISE (RBG)

Octroi à chaque citoyen sénégalais d'un revenu de base généralisé d'un montant de 20.000 F CFA, défini comme un seuil de pauvreté (moins un dollar / jour). L'Etat est une Entreprise qui produit de la société et dont les actionnaires sont les citoyens qui doivent percevoir des dividendes.

Comment introduire le RBG ?

Périodicité	Montant mensuel*	Montant annuel*	TVA* (18%)
trimestriel	240	960	172,8
bimensuel	240	1440	259,2
mensuel	240	2880	518,4

* milliards de francs CFA

- **Motivations**

- croissance économique : booster l'activité économique
- protection sociale : prévenir les risques sociaux (pauvreté, accidents de travail, vieillesse, maladie, famille, retraite....)

- **Justifications de la généralisation du RBG**

- revenu citoyen : base concrète ou matérielle de la citoyenneté
- droits reconnus par la constitution sénégalaise (articles 7, 8, 17, 21 et 22 de son titre II) et la déclaration universelle des droits de l'homme (articles 3, 22, 25 et 28)
- définition et mesure de la pauvreté controversée
- inefficacité sociale et économique du ciblage des couches vulnérables
- revenu d'appoint ou d'appui pour améliorer les performances économiques et sociales de chaque citoyen
- transfert de certaines cotisations sociales du salaire au RBG
- assurance maladie obligatoire
- combattre le sentiment d'être dévalorisé et assisté

- production sociale et performances sociales par opposition à la société « de performances contre salaire »
 - nouveau concept de financement des programmes de l'Etat
- **Conséquences positives et négatives**
 - **Effets économiques positifs:** bancarisation, simplification des procédures et des mécanismes de la mobilisation, de l'absorption et de l'utilisation des fonds alloués à l'aide mais aussi et surtout de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, blocage des salaires pour 10 ans, réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et du document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSRP), amélioration de l'efficacité de l'aide au développement, réduction des détournements de fonds alloués à l'aide publique, amélioration de la mobilité en milieu rural, recensement toujours actualisé de la population, augmentation de la productivité du travail agricole, croissance économique (augmentation de la consommation, de la production et création d'emplois...), réduction de l'évasion fiscale par la rationalisation de l'informel, rationalisation et réduction de la fuite des subventions, augmentations des revenus familiaux, diminution des prix à l'exportation, réduction drastique de la dette intérieure, etc...
 - **effets socioculturels positifs:** disparition des mendiants, des taxis clandestins, des courtiers, un code de la ville pour lutter contre les encombrements entre autres, réduction de l'exode rural et retour vers la terre, recouvrement de la dignité humaine, retour de l'éthique et de la morale, *assurance maladie obligatoire financée par un prélèvement de 2000 à 3000 F CFA par citoyen*, etc....
 - **effets politiques positifs:** réduction de la corruption politique, bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif, formation d'une opinion citoyenne pour un contrôle social, politique, environnemental, indépendance du citoyen, maintien de la paix civile et sociale, renforcement de la démocratie et de la conscience d'état « émergence d'un citoyen qui croit que l'état est un bien commun à préserver », etc.....
 - **effets négatifs :** inflation, importations, financement du RBG, problèmes de contrôle des abus, problèmes de recouvrement des taxes et recettes fiscales, violation des critères de convergence etc...
- **Financement**
 - transfert direct des subventions aux populations, des programmes sociaux internationaux, nationaux et municipaux, des dons, des aides alimentaires, des billets de la Mecque, des moutons de tabaski, de la remise ou allègement de la dette, des bourses et aides scolaires au RBG
 - transfert de certaines cotisations sociales et des allocations familiales du salaire au RBG
 - transfert des ressources de la caisse de sécurité sociale, IPM, IPRES, au RBG
 - Annulation de la gratuité
 - utilisation et ajustement des recettes de la TVA
 - ajustement du régime fiscal et de la pension de retraite
 - amélioration du recouvrement des taxes et impôts
 - réduction du train de vie de l'Etat

- création d'un ordre de la solidarité
- nouvelles taxes : taxes urbaines, taxes rurales, taxes sur les entreprises etc...
- mise à profit du développement d'une industrie de jeux
- participation à hauteur de 5 à 15 % au moins au capital des entreprises privées
- recours au crédit et aux titres obligataires

Comment financer le RBG ?

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Budget	1600	1760	1936	2129,6	2342,6	2576,8	2834,5	3118	3429,8
CB	0	160	176	193,6	213	234,3	257,7	283,5	311,8
TVA/an	663,1	789	938,9	1117,3	1329,6	1582,2	1882,8	2240,5	2666,2
TVA+IR	809,8	963,6	1146,7	1364,5	1623,7	1932,2	2299,3	2736,2	3256
RBG/an			1440	1680	1920	2160	2400	2640	2880
TVA/RBG			259,2	302,4	345,6	388,8	432	475,2	518,4

CB : croissance du budget

IR : impôt sur le revenu

Croissance du budget (10%) ; croissance de la TVA (19%) ; croissance de la TVA+IR (19%)

Tous les montants sont exprimés en milliards de francs CFA

L'objectif stratégique du programme est de financer entièrement le RBG par la TVA

NB : Les effets du RBG sur la croissance économique n'ont pas été pris en compte dans les calculs.

1440 milliards suffisent pour financer annuellement le RBG en 2010, 2011, 2012 et à partir de 2013 le financement sera assuré par les recettes de la TVA d'après les calculs ci-dessus, sans considérer les effets dynamiques du RBG.

- **Mise en œuvre**

- Partenariat public privé (PPP) pour les secteurs primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire :

- Secteur privé (banques, assurances et autres entreprises.)
- Etat (contrôle, étude d'impact, orientation, encadrement...)
- Populations (participation de 10, 20, 30, 50, 70, 100% aux programmes publics)

Exemples : forages en milieu rural, microcrédit, électrification rurale, routes et pistes, etc...

- Communication (formation d'une opinion citoyenne)

CONCLUSION

- différents programmes de protection sociale sont des composantes du RBG : sécurité sociale en Europe, bourse famille au Brésil, Colombie et Mexique
- Modernisation de la vie économique, politique, sociale, culturelle et redressement éthique et moral de la société

TGL : voir tôt, voir grand, voir loin